CONFERENCE DU 13 FEVRIER 2021

LES TEXTES DES INTERVENTIONS

RETRAIT DU FRANC CFA ET DES SOLDATS FRANCAIS DU SAHEL

FRANÇAFRIQUE DEHORS!



Rassemblement Communiste, Pôle de Renaissance Communiste en France, Parti Communiste Révolutionnaire de France, Association Nationale des Communistes

RC RASSEMBLEMENT COMMUNISTE — PRCF — PCRF — ANC

Avec la participation du

Front Révolutionnaire Anti-Impérialiste Populaire et Panafricain/Sénégal (FRAPP), du Mouvement Démocratique Populaire/Mali (MDP), du Parti Communiste du Bénin (PCB), et de la Dynamique Unitaire Panafricaine de la Diaspora (DUP).

Après avoir signé ensemble la pétition initiée par le FRAPP/Sénégal pour la souveraineté nationale, la France doit sortir du CFA, les organisations de la Reconstruction Communiste se sont associées pour co-organiser la visioconférence du 13 février 2021.

C'est une première internationaliste associant organisations et mouvements internationalistes de France et d'Afrique depuis la première phase des luttes de libération nationale indépendantiste entre 1945 et 1960/70.

Une première qui en appelle d'autres pour que nous puissions renouer ensemble avec la stratégie révolutionnaire que le communiste Hô Chi Minh résumait ainsi métaphoriquement : L'impérialisme est une pieuvre dont la tête est située dans les métropoles et les tentacules dans les colonies et néo-colonies. Pour détruire l'impérialisme il faut que les luttes indépendantistes des peuples coupent les tentacules et les luttes de la classe des travailleurs coupent la tête. L'internationalisme consiste donc dans la réalisation de cette double besogne là bas et ici pour libérer l'humanité du capitalisme impérialiste.

Le pont a jeté entre ici et là bas doit et peut être l'immigration militante qui doit s'impliquer dans les luttes d'ici et de là bas afin que les poisons du racisme et du nationalisme sectaire étroit n'empêchent la jonction convergente de nos luttes de classes et indépendantistes.

Voilà pourquoi la participation à cette visioconférence de la Dynamique Unitaire Panafricaine de la diaspora d'Afrique noire (DUP) permet d'envisager un travail militant commun internationaliste dans la perspective de la réalisation du contre-sommet panafricain et populaire France/Afrique de juillet prochain à Montpellier.

Apporter ensemble notre contribution commune de la Reconstruction Communiste à cette initiative de la DUP sera le début d'une coopération militante pour que revive l'internationalisme des travailleurs et des peuples.

Intervention du Rassemblement Communiste sur la « fin » du Franc CFA et le retrait des troupes françaises d'Afrique

Chers camarades, nous sommes heureux de ce moment d'échange sur un sujet essentiel pour vous bien sûr, organisations africaines, mais aussi pour nous, organisations qui agissons ici en France. Essentiel parce que dans notre combat pour ouvrir un nouveau chemin hors du développement capitaliste de ce pays, nous n'oublions pas que la richesse de la bourgeoisie française qui domine et étouffe la société ne se base pas uniquement sur l'exploitation du travail de la classe ouvrière française, mais aussi sur la domination néo-coloniale des peuples du Sud et, notamment, de l'Afrique qui en est en quelque sorte son arrière-cours. Ce faisant, votre lutte est aussi notre lutte ; elle nous aide. En vous affranchissant de la tutelle française, vous affaiblissez les mastodontes capitalistes français qui s'enrichissent sur votre sueur, et cela nous aide aussi dans notre lutte contre ces mêmes mastodontes. Quand au Sénégal on crie « AUCHAN dégage ! », c'est l'empire Mulliez qui est attaqué, et les travailleurs français qui subissent et combattent chaque jour cet exploiteur, dont la famille est l'une des plus riches de France, ne peuvent que s'en réjouir. L'adversaire est ainsi pris sur deux fronts.

Comme communistes, nous avons cette position de principe qui est de fonder les rapports entre les peuples et les nations sur des bases d'égalité et cela signifie travailler à rompre les rapports de domination entre nations. C'est le fameux « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » qui va jusqu'au droit à la séparation. Dis autrement : la « France dégage » qui se développe en Afrique est pour nous juste. La France n'a rien à faire en Afrique ; ce sont les Africains qui doivent prendre leur destin en main.

Ces principes posés, nous savons que la route est encore longue mais nous nous réjouissons des moindres progrès dans cette voie pour la libération de l'Afrique. Et de ce point de vue, ce qui se joue autour du Franc CFA est révélateur, d'une part des progrès dans la mobilisation des peuples d'Afrique qui rejettent de plus en plus massivement cet instrument de domination monétaire mis en place il y a 75 ans sous le nom révélateur de « Franc des Colonies Françaises d'Afrique ». Révélateur aussi, d'autre part, des difficultés de l'impérialisme français contraint à un numéro de prestidigitateur pour, selon la célèbre formule de l'aristocrate Tancredi adressée au prince de Salina, « tout changer pour que rien ne change ».

La transformation du Franc CFA en ECO est dialectiquement à la fois une première victoire de la lutte des masses africaines - car si la France a été contrainte de jouer cette carte du changement, c'est bien pour « tout changer afin que rien ne change », devant la menace du projet d'ECO des pays de la CEDEAO, la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ; mais cette transformation est aussi, bien sûr, un obstacle à surmonter désormais, car en volant le nom d'ECO, la France impérialiste cherche à saboter le projet de monnaie unique de la CEDEAO, en s'appuyant sur l'UEMOA (l'Union économique et monétaire ouest-africaine et la Côte d'Ivoire en particulier). Plus exactement, cette transformation est une tentative française de reprendre la main face à un projet CEDEAO qui pouvait constituer une menace face au Franc CFA.

Les forces progressistes françaises ne s'y sont pas trompées et c'est logiquement qu'à l'Assemblée Nationale, lors du vote en 1ère lecture le 10 décembre dernier (2020) de la loi autorisant l'approbation de l'accord signé le 21 décembre 2019 à Abidjan entre la France et les 8 pays de l'UEMOA annonçant la transformation du France CFA en ECO, lors de ce vote donc, seuls ont voté CONTRE les groupes France Insoumise et de la Gauche démocrate et républicaine (c'est-à-dire le groupe PCF), qui sont les deux groupes qui ont un positionnement globalement antiimpérialiste, tandis que le groupe PS s'abstenait et que, bien sûr, les groupes LREM et LR votaient POUR.



Au cours des décennies passées, la logique des réformes du Franc CFA a toujours été de rendre moins visible la tutelle monétaire française. Pour rappel, au début des années 1970, la France, acculée par une forte demande de décolonisation monétaire, acceptait le transfert à Dakar du siège de la BCEAO (la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest), et à Yaoundé pour la Banque des Etats de l'Afrique Centrale. Et malgré l'"africanisation" des institutions de la zone franc, la France gardait bien sûr le contrôle du système puisque ses représentants disposaient d'un droit de veto statutaire dans les instances de la BCEAO et qu'elle contrôlait au moins

65% des réserves de change de ces dernières (contre 100% initialement), lesquelles étaient déposées sur un compte spécial ouvert dans les livres du Trésor français, qu'on appelle le « compte d'opérations ».

A partir de 2005, le taux de dépôt obligatoire des réserves extérieures a été abaissé à 50 %. Les banques centrales de la zone franc sont devenues statutairement indépendantes vis-à-vis de leurs États membres. Mais elles restent sous le contrôle du Trésor français, dont la réduction du nombre de représentants a été "rééquilibrée" par le verrouillage de leurs statuts. Jusqu'à présent, aucune décision de nature statutaire ne peut être prise par la BCEAO et la BEAC sans le consentement du gouvernement français.

La réforme cosmétique actuelle est dans cette même logique historique : la fermeture du « compte d'opérations » et le retrait du gouvernement français des instances de la BCEAO reviennent en réalité à passer d'un système de contrôle direct à une forme de contrôle indirect. La politique monétaire et de change en tant que telle n'est pas affectée par ces évolutions. Du moment que la parité fixe avec l'euro est maintenue, les réserves de change, quels que soient la forme ou le lieu où elles sont détenues, serviront d'abord et avant tout à la défense de cette parité. Ces réformes ne rendent donc pas la BCEAO plus autonome : elle demeure une annexe de la Banque de France, rivée à la politique monétaire de la Banque centrale européenne.

Si l'on fait le bilan : les rapports entre la France et les pays africains de la Zone Franc sont régis par quatre grands principes : la garantie de convertibilité illimitée du Franc CFA, la fixité de la parité par rapport à l'Euro, la libre transférabilité des capitaux et la centralisation des réserves de change.

Sur ces quatre piliers, la réforme ne touche donc qu'un seul élément, à savoir la centralisation des réserves de change, le moins essentiel au fond des quatre principes pour la France. Dans tous les cas, la fin de la centralisation était d'ailleurs déjà programmée et amorcée. En effet, le pourcentage de centralisation des réserves, passé historiquement de 100% à 50%, devait continuer à baisser pour aboutir à la suppression totale de la centralisation. Ce point de la réforme n'est donc pas un changement fondamental et inédit.

Ainsi la réforme ne touche pas en particulier à la fixité de la parité, qui focalise les pays africains sur l'obsession de la stabilité monétaire au détriment d'une vraie politique monétaire au service du développement, ni à ce qu'on appelle la « libre transférabilité », qui n'est rien d'autre qu'un véritable boulevard qu'empruntent les capitaux de la Zone Franc en direction de la France.

Voilà pourquoi le combat doit continuer et va continuer. Voilà pourquoi nous avons signé aussitôt, fin décembre 2020, la pétition intitulée « La France doit sortir de nos politiques monétaires » initiée par les camarades africains.

Ce respect de la souveraineté monétaire des peuples auquel nous sommes attachés n'est, bien sûr, qu'un aspect du nécessaire respect de la souveraineté nationale des peuples. Car il y a d'autres aspects et notamment la souveraineté militaire, la souveraineté en matière de défense, qui est le 2ème gros sujet du moment. Les deux aspects étant bien sûr liés. L'ingérence française en matière monétaire, en matière économique plus généralement, à son pendant avec l'ingérence militaire : la domination économique s'accompagne de la présence militaire française sur le sol africain. Il faut bien protéger, non pas les populations comme le discours idéologique veut nous le faire croire, mais l'activité des multinationales françaises.

Ainsi, voilà déjà 8 ans, c'était le 11 janvier 2013, que l'armée française déclenchait l'opération connue aujourd'hui sous le nom de code « Barkhane », officiellement pour faire face à l'avancée des groupes djihadistes vers Bamako. Mais plus que de « sécuriser la région du Sahel », l'objectif final est bien de sécuriser l'approvisionnement en uranium des centrales nucléaires françaises : il faut protéger Areva.

Au Tchad dans quelques jours, les 15 et 16 février, Macron sera présent à distance au sommet du « G5 Sahel ». Là aussi, il va annoncer ou confirmer des annonces de changements cosmétiques comme la réduction des troupes françaises, en fait le retrait des 600 soldats supplémentaires déployés l'an passé. Mais il en restera 5100, ce qui n'est pas rien, et la France cherche à européaniser les troupes en faisant appel à ses partenaires européens au sein de la force « Takuba » (un peu moins de 500 militaires d'autres nations européennes sont déjà présents en appui, 150 militaires suédois viennent d'arriver ainsi vendredi dernier).

Evidemment, Macron réagit face à la réalité du terrain, qui est marquée par la multiplication des pertes de soldats français : 5 soldats tués (ce qui porte à 50 le nombre de soldats français tués depuis 2013) ; et il réagit face au risque de décrochage de l'opinion publique française : un sondage IFOP de janvier 2021, réalisé après l'annonce des morts français au Mali, donnait pour la première fois 51% de sondés défavorables à l'intervention française, alors qu'il y avait encore 58% de sondés favorables en 2019. Pour reprendre cette formule, titre de l'ouvrage de Boubacar Boris Diop et d'Aminata Dramane Traoré : « La gloire des imposteurs » est finie.



Bien entendu, le combat continu, on le voit en Afrique avec la manifestation du 20 janvier dernier à Bamako, mais il y a encore beaucoup à faire ici en France pour faire grandir la prise de conscience du peuple que, non, la place de l'armée française n'est pas au Sahel. Nous saluons les initiatives militantes qui sont prises, comme la manifestation qui se tient ce jour à Toulouse pour réclamer le départ des troupes du Sahel et d'Afrique.

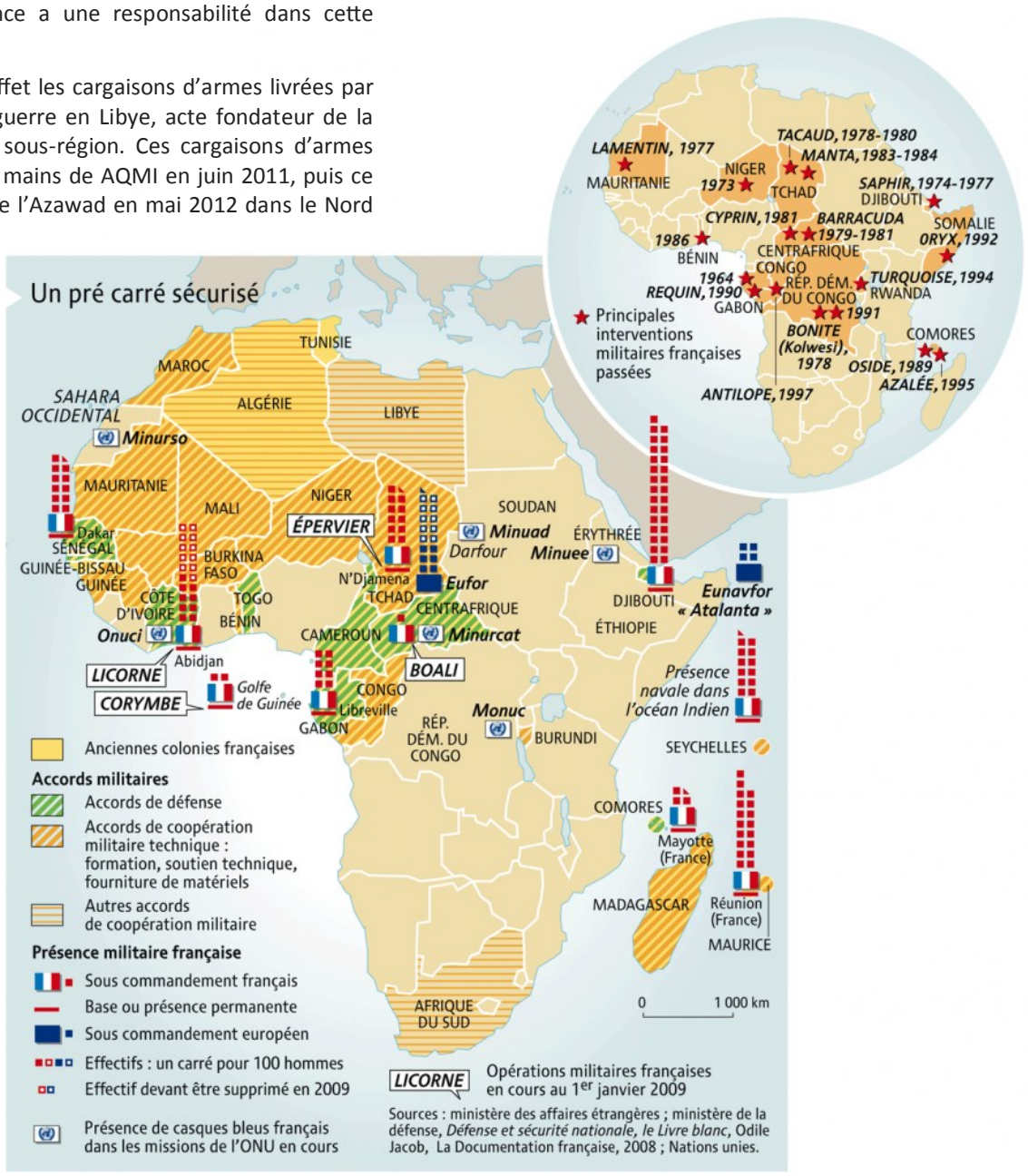
Il n'y a pas que des soldats français qui meurent, il y a ces populations africaines victimes de la guerre : le 3 janvier, au centre du Mali, une frappe de l'armée française a tué 19 personnes réunies pour un mariage. Ce n'est pas le premier « dommage collatéral », pour reprendre l'expression pleine de cynisme des militaires, ce ne sera pas le dernier au vu de la dégradation de la situation sécuritaire dont le fondement est d'abord et avant tout la dégradation de la situation économique sociale de la sous-région. Attentats, déplacements, massacres de populations se poursuivent. La présence militaire française ne fait pas partie de la solution mais fait partie du problème. Car le vrai problème, c'est l'injustice sociale, l'inégalité, et aussi la corruption et l'impunité des forces de l'ordre des faibles Etats africains. Le djihadisme, n'est que le révélateur de la crise des Etats du Sahel. Et la France a une responsabilité dans cette situation.

Rappelons-nous en effet les cargaisons d'armes livrées par la France lors de la guerre en Libye, acte fondateur de la déstabilisation de la sous-région. Ces cargaisons d'armes ont échoué entre les mains de AQMI en juin 2011, puis ce fut la proclamation de l'Azawad en mai 2012 dans le Nord du Mali, la prise de Gao et Tombouctou, enfin l'intervention militaire française directe en janvier 2013.

Il n'y pas de solution sécuritaire réelle hors d'une solution politique globale qui passe par la voie du développement économique souverain des Etats africains et, pour ce faire, le rétablissement d'une souveraineté politique pleine et entière, en tournant le dos à la politiquement d'asservissement au maître français des élites des Etats africains.

Et il faut mettre fin aux politiques néolibérales d'ajustement structurel qui ont structurellement affaiblis les Etats subsahariens et jetés dans la misère des millions de jeunes africains, certains finissant dans les cimetières à ciel ouvert de la mer Méditerranée, d'autres finissant dans les bandes pirates du Sahel.

A notre place, ici en France, nous entendons participer à ce combat, dans l'esprit indiqué en introduction de mon propos : votre combat est aussi notre combat car nous, représentants de la classe ouvrière et de peuple de France, nous avons au fond le même adverse de classe.



Intervention du Parti Communiste Révolutionnaire de France

Chères et chers Camarades, au nom du Parti Communiste Révolutionnaire de France, je voudrais tout d'abord remercier les camarades du Rassemblement Communiste pour avoir organisé cette visioconférence consacrée à la lutte contre l'impérialisme français en Afrique, et pour nous y avoir invités. Nous saluons nos camarades des organisations africaines qui participent à cette visioconférence.

Dès le début de son quinquennat, Emmanuel Macron, en prolongement de la politique impérialiste menée par Sarkozy et Hollande, a continué et renforcé l'intervention militaire française en Afrique sahélienne (Mali, Niger, Burkina). La politique de Paris dans ces pays, mais aussi au Congo-Brazzaville, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Niger, en République Centrafricaine, au Sénégal, au Tchad, etc., n'est pas concevable sans les conseils avisés des groupes AREVA, Bolloré, Bouygues, Total et de quelques autres monopoles français. Une démonstration de force militaire est destinée justement à renforcer les positions de ces grandes multinationales françaises, dans la région et pour rappeler aux "partenaires" que l'impérialisme français ne cédera pas une seule parcelle de son «pré carré» aux nouveaux arrivants, en particulier à la Chine, mais aussi aux USA, à l'Allemagne, au Royaume-Uni, voire au Japon. La réflexion stratégique qui intéresse la bourgeoisie française est relative à l'importance de ses intérêts fondamentaux en Afrique et à la gestion de son héritage postcolonial dans une conjoncture de concurrence exacerbée entre les puissances impérialistes. Les évènements survenus au Mali en août 2020 ont vu le gouvernement d'Ibrahim Boubacar Keïta être renversé par une junte militaire. Ce que nous avions écrit en août s'est confirmé. Le CNSP annonçait d'emblée la reconnaissance de tous les accords internationaux, et les richesses du sous-sol du Mali continuent donc d'être exploitées par les firmes monopolistes françaises. Le CNSP a permis à l'impérialisme français de manœuvrer contre le mécontentement populaire et s'est révélé être son allié; l'issue du processus en cours, dans cet État africain, dépendra du niveau de direction politique que prendront le mouvement M5-RFP et les masses vers un anti-impérialisme populaire pour le socialisme. Cela nous conduit à réaffirmer notre rejet de la politique menée par l'impérialisme français dans ce pays, ainsi que notre solidarité internationaliste avec le peuple du Mali. Rappelons d'emblée que la France dispose de plus de 5000 hommes qui parcourent le Sahel entre Mali, Burkina, Tchad et Niger, et qui sont officiellement requis par les dirigeants de ces pays pour résister aux méfaits des groupes armés intégristes-djihadistes, (l'effectif des forces spéciales n'est pas connu); une présence permanente en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Gabon, à Djibouti et à La Réunion; des partenariats de défense avec huit pays (Cameroun, Centrafrique, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Sénégal et Togo); des accords pour la formation d'officiers africains; un réseau significatif d'attachés, de conseillers et de coopérants militaires... Ceci dit, il serait erroné de penser que l'impérialisme français se limite aux interventions militaires en Afrique, sans parler d'un autre aspect: celui de la dette. L'un des cinq points de la définition léniniste de l'impérialisme, c'est l'exportation des capitaux. L'une des formes de la soumission des peuples, c'est la création de la dette artificielle. Les origines de la dette en Afrique remontent aux origines du colonialisme. Depuis les années 1960, lors des indépendances de ses anciennes colonies, la France a continué sa politique coloniale en empêchant le développement économique de ces pays pour privilégier les exportations de matières premières brutes vers l'Europe. Sur le plan économique, cette situation a provoqué un surendettement de plus en plus important des pays africains. Aujourd'hui, la vision néo-coloniale consiste à dire qu'il faut «aider nos amis africains en annulant leurs dettes», comme



l'a annoncé le Président Macron lors d'une de ses dernières allocutions. Mais ce qu'il faut comprendre, c'est qu'en annulant certaines dettes de ses anciennes colonies, l'impérialisme français impose en échange à ces prétendus «amis» de collaborer avec des entreprises françaises et d'accepter de se soumettre aux mesures économiques qui leur seront demandées. Dans ce contexte, le Franc CFA, qui portait à l'origine son vrai nom de «Franc des Colonies Françaises d'Afrique», continue parfaitement de jouer son rôle de monnaie coloniale en tant qu'outil de soumission. Toutes les décisions monétaires sont prises à Paris. C'est un système rentier qui écrase totalement la souveraineté monétaire et la souveraineté tout court des pays du Sahel et d'Afrique centrale, anciennement colonies françaises. En effet, c'est le Trésor Public français qui garantit la convertibilité des Francs CFA dans d'autres monnaies. En échange, 50% de réserves des Francs CFA sont déposés sur les comptes du Trésor Public en France. Les usines de fabrication de la monnaie sont en France. La Banque centrale africaine est inféodée au Ministère des Finances français. Et surtout, comment ne pas parler de cette nébuleuse qu'est la «Françafrique», avec ses mécanismes criminels de délinquance politique en Afrique: accords secrets, "coups tordus", manipulations fomentées par plusieurs personnes proches des milieux mafieux, contre la démocratie et les opposants politiques de plusieurs pays d'Afrique. C'est le maintien du système françafricain qui permet aux entreprises françaises de continuer à assurer leur domination économique en Afrique francophone. La présence militaire française est indissociable du système françafricain, à travers les accords de défense et de coopération militaire. Lorsque les services secrets français ou les réseaux politico-affairistes ne veulent pas agir au grand jour, ce sont les groupes mercenaires qui prennent le relais. Ce système empêche par ailleurs le développement des pays africains par une mise en place des économies de rente, fondées sur le prélèvement de la richesse des matières premières. Les présidents-dictateurs n'ont aucun intérêt au développement de leur pays, qui pourrait favoriser la montée en puissance d'une classe ouvrière en capacité de lutter contre le régime en place. Le système clientéliste ne tient que parce que les populations n'ont d'autre choix que de dépendre de l'État. La Françafrique soutient également un système de fraude électorale massive permettant le maintien en place des dictateurs, appelés maintenant «démocrates» malgré des élections truquées. Dans la continuité de l'époque coloniale, les profits tirés de ce système semi-colonial servent aussi la bourgeoisie française qui, en France, cherche à corrompre le mouvement ouvrier et à alimenter une bureaucratie ouvrière par la distribution de quelques miettes destinées à étouffer dans l'œuf de possibles soulèvements populaires. Les surprofits réalisés en Afrique permettent au capitalisme de manœuvrer pour pérenniser le système d'exploitation ici en France, par une politique de hauts salaires pour certaines catégories de salariés, par la corruption de certaines couches supérieures de la classe ouvrière, des parlementaires, des permanents des partis sociaux-démocrates, révisionnistes, des syndicats intégrés. Par cette corruption se forment en France une aristocratie et une bureaucratie ouvrières qui apportent un soutien social au système d'exploitation. Nous avons donc, nous, organisations révolutionnaires des Etats impérialistes comme la France, un intérêt tout particulier à empêcher les surprofits des monopoles tirés de la Françafrique.

Tant que le capitalisme existe, l'excédent de capitaux est consacré non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux dans les pays sous la coupe des impérialismes dominants, comme le sont aujourd'hui les pays du Sahel. Aujourd'hui, les peuples se trouvent devant les tâches immédiates de la conquête du pouvoir, de l'expropriation des monopoles et de la réalisation des mesures d'instauration de la démocratie dans la perspective du socialisme. Il s'agit de l'instauration de la démocratie intégrale, par conséquence non seulement d'instaurer une égalité totale en droit des nations, mais aussi de mettre en application les droits des peuples opprimés à disposer d'eux-mêmes, c'est-à-dire le droit à une réelle souveraineté politique. C'est pour cela qu'aujourd'hui nous exigeons fermement le retrait du Franc CFA et des soldats français du Sahel. Pour porter des coups concrets à l'impérialisme français en Afrique, au Sahel en particulier, nos organisations du Mouvement Communiste de France, en coordination avec les partis et associations africaines, peuvent et doivent travailler au ralentissement, à la gêne des déploiements militaires au Sahel : empêcher les navires militaires d'appareiller, de ravitailler, d'embarquer les troupes depuis le sol français. En lien avec les organisations syndicales dans les ports et docks, avec la Fédération Syndicale Mondiale, avec les associations de masse pour la paix et contre l'impérialisme français,nous proposons de travailler à des rassemblements, des grèves et des blocages contre les manœuvres militaires de la France, dont l'objectif est le Sahel par exemple. Nous pouvons tout à fait nous renseigner pour connaître les déplacements, escales et calendriers de la logistique française. Il est aussi possible de faire le même travail près des bases aériennes sur le territoire français. C'est une tâche pratique difficile, qui demande discipline et organisation, mais elle a fait ses preuves et a l'avantage de lier notre classe ouvrière à la lutte contre notre impérialisme, d'être visible publiquement tout en mettant en échec ou en gênant les plans de l'impérialisme. Enfin, la tâche des organisations communistes en France reste inchangée, aussi dans le cadre de notre solidarité internationaliste avec nos frères et sœurs d'Afrique: Nous devons inscrire en permanence à l'ordre du jour de nos engagements le renforcement de la construction du Parti communiste et la lutte révolutionnaire pour le renversement des gouvernements impérialistes, avec comme but final, l'expropriation de notre bourgeoisie et la construction d'une nouvelle société libérée du joug capitaliste. Merci pour votre attention. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

Intervention de l'Association Nationale des Communistes

Association Nationale des Communistes
Rassemblement des Communistes de France

Sahel, Mali, les mensonges d'une guerre perdue ! Depuis 7 ans, l'armée française fait la guerre au Sahel, dans les savanes et le désert des anciennes colonies françaises, le Mali et les pays voisins, Burkina, Niger. Le Corps expéditionnaire français, Opération Serval en 2013, se nomme aujourd'hui Barkhane, dépasse 5000 hommes, avec un armement et des moyens de surveillance aérienne croissants.

La version officielle de cette présence armée claironnée par le Président Macron, qui aime se présenter en chef de guerre est la suivante :

Depuis 2013, les gentils soldats français défendent au Sahel les intérêts des Peuples africains menacés par de méchants fanatiques religieux armés, Islamistes, Intégristes, Djihadistes, à la demande des dirigeants de ces pays alliés de la France, qui est d'ailleurs elle-même menacée par les attentats de ces criminels intégristes.

Le problème est que ces justifications sont des mensonges hypocrites.

1/ Le premier mensonge porte d'abord sur les buts et les résultats de cette longue guerre, dont les médias français aux ordres n'informent guère l'opinion.

Rappelons en premier que l'intervention militaire de l'armée française a commencé en fait en 2011 quand le Président Sarkozy a détruit grâce aux bombardements des Rafale l'État national libyen dirigé par Khadafi, et livré ainsi ce malheureux pays aux bandes armées régionalistes et intégristes, qui, depuis, se le disputent dans un chaos sanglant. Et l'invasion de la Libye a entraîné la déstabilisation de tous ses voisins sahéliens : les premiers groupes armés au Nord du Mali, d'ailleurs soutenus par la France, furent après 2011 des Touaregs anciennement au service de Kadhafi reconvertis en indépendantistes sous le nom de MNLA !

Puis ces bandes armées, notamment revendiquant leur intégrisme, ont grossi au point de dominer le Nord-Mali, et de menacer en 2013 de descendre sur Bamako, ce qui a justifié l'intervention française sous le nom d'OPEX Serval. Depuis, de Serval en Barkhane, les milliers de soldats français, aidés de drones américains et de troupes africaines gérées par l'ONU (MINUSMA), ne sont pas parvenues à éradiquer les groupes djihadistes, pourtant limités à quelques milliers de clandestins.

Mieux, malgré de réguliers communiqués de victoire de Barkhane, l'insécurité s'est aggravée partout au Sahel, où des milliers de familles paysannes ont dû fuir leurs villages, et s'agglomèrent en réfugiés à Bamako ou ailleurs.

Le 6 mai 2020, sous le titre « Barkhane menacée d'enlisement au Mali », Le Monde révélait un éloquent bilan officiel, c'est à dire inférieur à la réalité : 380 tués en 2014, 1754 en 2018.

Même dégradation au Burkina Faso voisin : - le 2 juin 2020, la reporter Sophie Douce du Monde-Afrique raconte : « Au Burkina Faso, des villages aux mains des djihadistes…les habitants vivent dans la terreur. »

- le 3 juillet 2020, le même Monde Afrique titre : « Au moins 50 morts dans une série d'assauts terroristes au Burkina...les violences se sont aggravées en 2019, avec une hausse de 174/100 du nombre d'incidents et près de 1300 civils tués. »

- le 27 juin 2020, le quotidien algérien El Watan retrace le constat fait par la haute Commissaire aux Droits de l'Homme de l'ONU Mireille Bachelet : 580 personnes tuées dans la seule région de Mopti au Mali, qu'elle qualifie « d'épicentre des violences », depuis janvier 2020 !

Toujours selon la même source, ces violences sont de natures diverses : 83 cas de heurts intercommunautaires depuis le début de l'année, entre milices Dogons et milices Peuls, sur fond de recrudescence de groupes armés djihadistes et d'exécutions sommaires de villageois.

Et le 9 aout, 9 « humanitaires » sont enlevés au Niger, par « un groupe djihadiste qui a réussi à se régénérer au Sahel » selon Le Monde....

Et, depuis, un bombardement de l'armée française a entraîné la mort de nombreux villageois maliens étrangers au conflit.

Un échec total donc, des objectifs affichés par Macron et ses porte-paroles, une flambée des haines ethnicistes et du fanatisme religieux dans trois pays, Mali, Burkina et Niger, qui étaient il y a 10 ans des Nations célébrées par tous ceux qui les connaissaient pour leur paix civile et leur tolérance religieuse !

2/ Une deuxième contre-vérité des officiels français porte sur l'origine de cet ethniciste meurtrier qui a fait un retour en force au Sahel ces derniers temps. Ayons le courage de dire que l'attitude des autorités françaises en est la cause principale.

Cela débuta en 2013 par le soutien du Quai d'Orsay aux séparatistes Touaregs, qui n'étaient guère représentatifs des nomades sahariens, mais dont le rêve absurde d'indépendance du Nord-Mali sous le nom d'Azawad plaisait bien à l'Élysée aux nostalgiques de l'ère coloniale.

Cette dangereuse collusion persiste 7 ans plus tard comme le met en lumière une enquête de Pierre Alonso pour Libération du 22 mai 2020.

« Mali, les alliés spéciaux de l'armée française : pour faire face à l'EL au côté de la force Barkhane, des unités antiterroristes maliennes ont commencè à voir le jour en juillet 2019. » Des « soldats d'élite anti-terroristes » financés, entraînés par des Français, et recrutés par des éléments issus de divers groupes armés, dans le cadre de l'accord d'Alger parrainé par la France. Notamment des combattants issus de la « Coordination des mouvements de l'Azawad. »

Le journaliste n'a pas tort de craindre que « leur déploiement ...ravive les tensions entre groupes armés locaux. » Cette complaisance pour certains groupes ethnicistes ou séparatistes est d'autant plus dangereuse qu'elle conforte les rumeurs malsaines qui font de tous les Peuls des proches des djihadistes.

3/ Un autre mensonge des officiels français est de présenter les groupes clandestins qu'ils pourchassent dans le désert comme motivés exclusivement par le fanatisme religieux, l'intégrisme islamiste. Alors que tous les observateurs sérieux et les populations locales savent bien que ces bandes armées pratiquent plus souvent les trafics de drogue, d'armes, de migrants que la lecture du Coran.

Et qu'étant donné les fonds délictueux dont elles disposent, il leur est facile de recruter en leur assurant un salaire et une arme parmi les jeunes miséreux au chômage.

Les causes de ces « rébellions » sont locales, et plus à rechercher dans le sous-développement des pays du Sahel, et la dissolution des États nationaux dans le gouffre de la corruption et de la soumission aux affairistes occidentaux.

4/ Enfin, la rengaine macronienne selon laquelle l'armée française n'intervient au Sahel qu'à la demande des dirigeants élus est une fiction.

Car la plupart des dirigeants ne sont « élus » que grâce au soutien financier des États impérialistes d'Occident, notamment de la France. L'exemple le plus parfait de ces caricatures de démocratie fut le Mali, dont le Président IBK et ses partisans ont en 2020 falsifie sans vergogne les élections législatives. Ces dirigeants corrompus qui ne représentent qu'eux-mêmes dirigent des États sans autorité, incapables d'assurer la sécurité quotidienne des citoyens.

À Bamako, et dans les autres villes du Mali, c'est un véritable soulèvement populaire qui s'est propagé début juillet 2020, exigeant la démission d'IBK. Il n'avait été stoppé que par la répression armée des soldats et policiers dévoués au régime : Le 10 juillet, ce sont les FORSAT, ces groupes d'élite antiterroristes recrutés après « l'accord d'Alger » pour seconder l'armée française dans la chasse aux clandestins djihadistes, qui ont tiré à balles réelles sur les manifestants, tuant au moins 20 personnes. Ce qui implique la responsabilité des donneurs d'ordre maliens, mais aussi des Français qui les entraînent.

Et il a fallu que l'armée bascule du côté des opposants pour que IBK démissionne enfin, et dissolve l'Assemblée mal élue, ouvrant la perspective d'une transition démocratique, malgré les menaces inacceptables de boycott annoncées par la France et ses alliés occidentaux et africains

Décidément, il est plus que temps que la France sorte de cette guerre qui nourrit au sahel les maux que nos dirigeants prétendent combattre.

Les dividendes des actionnaires de Orano (ex Areva), Total, et autres multinationales, ne justifient pas les milliers de morts du sahel !

C'est ce qui a amené l'ANC et le collectif Polex à initier, malgré les restrictions d'ordre sanitaire, une campagne pour exiger des autorités françaises le retrait des soldats de notre pays du continent africain.

Nous la poursuivrons et l'amplifierons dans les mois qui viennent, d'autant que Macron vient de réaffirmer la poursuite de son intervention armée, avec le soutien des soldats du dictateur tchadien Deby, maintenu au pouvoir à N'Djamena il y a peu par l'armée française.

Bien sûr, nous savons bien que les impérialismes français et occidental ne se limitent pas à leur dimension militaire, mais qu'ils sont aussi nuisibles sur le plan ECONOMIQUE (exploitation à bas coût de richesses naturelles africaines), MONÉTAIRE (franc CFA), DIPLOMATIQUE (traités inégaux hérités de 1960), etc.

Mais il semble que l'aspect militaire, par son coût financier et en vies humaines, soit plus facile à faire percevoir aux citoyens français, qui, pour la première fois, se déclarent majoritairement opposés à l'intervention française.

Nous devons donc privilégier cette exigence du retrait des troupes du sahel, en union avec nos camarades africains, mais aussi avec les organisations françaises les plus diverses qui en sont d'accord.

NOTRE OBJECTIF, EN TANT QU'ANC, EST DE REDONNER DE L'AMPLEUR AU MOUVEMENT ANTI-IMPERIALISTE EN FRANCE, FORTEMENT AFFAIBLI PAR L'OPPORTUNISME ET L'ÉLECTORALISME DEPUIS VINGT ANS.

Francis Arzalier (ANC)



Intervention du Pôle de Renaissance Communiste en France

Chers amis et camarades qui prenez part à ce meeting, je m'adresse à vous au nom de la commission International du Pôle de Renaissance Communiste en France. Depuis sa fondation, le PRCF condamne les interventions néocoloniales à répétition de l'impérialisme français en Afrique, en entendant par là, non le peuple français, qui est très majoritairement désinformé à propos de ce qui se fait en son nom en Afrique, mais de l'oligarchie capitaliste """française""" dans toutes ses composantes financières, politiques et militaires. Pour ne prendre que deux exemples, le PRCF a d'emblée condamné les sanglantes manigances anti-libyennes fomentées par Sarkozy et soutenue par Hollande en alertant sur le fait que la déstabilisation impérialiste de la Libye ne pourrait que conduire au désastre l'Afrique occidentale subsaharienne avec de graves retombées ultérieures, en termes d'attentats, pour le peuple français. Le PRCF a également condamné d'emblée l'envoi de troupes françaises au Mali à la demande du régime comprador de Bamako et avec, non seulement le soutien des LR et du PS français, mais aussi la complaisance de certaines forces françaises soi-disant anti-impérialistes.

Militant nous-mêmes pour que la France retrouve sa pleine souveraineté politique, monétaire, économique, culturelle, militaire et diplomatique mortellement amputées par la prétendue "construction" euro-atlantique, avec son énorme casse industrielle, sociale et même linguistique au titre de la politique du tout-anglais, de l'intégration à l'OTAN et de la marche aux funestes traités dits "transatlantiques", nous ne pouvons qu'approuver la revendication des camarades africains d'en finir avec le franc CFA arrimé à l'euro, avec les interventions militaires et autres ingérences politiques françaises, avec tout ce qui, d'une manière ou d'une autre, renforce le pillage des peuples africains par les transnationales à base française et européenne tout en sapant l'amitié entre les peuples d'Afrique et le peuple de l'ancienne métropole.

En un mot, nous faisons nôtre le mot d'ordre d'Engels disant, à propos des rapports entre la classe ouvrière anglaise et le peuple irlandais, qu' "un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre". En conséquence, notre engagement contre les menées impérialistes de l'oligarchie "française" est à la fois internationaliste, puisqu'il tend la main aux victimes africaines de l'impérialisme française, et patriotique, puisque c'est la même force réactionnaire qui opprime les peuples d'Afrique et qui détruit méthodiquement la nation française, privatisant et délocalisant nos industries, asphyxiant nos services publics et notre protection sociale, détruisant même notre langue commune dont Kateb Yacine parlait en termes de "prise de guerre". Si bien que le pendant nordique de la "Françafrique" sont ces "Franceurope", "Françallemagne" et autre "Françamérique," qui n'en finissent pas de dissoudre le pays des Sans Culottes, des Communards et des Francs-Tireurs et Partisans de la Main-d'Oeuvre Immigrée dans l'acide de l'UE, de l'euro et de l'OTAN, dont le PRCF appelle à sortir par la porte à gauche pour marcher au socialisme. Ni Franceurope, ni Françallemagne, ni Françamérique ni Françafrique ou Françarabie, mais, à la suite de Lénine, "droit de toutes les nations du nord et du sud, de l'est et de l'ouest, à disposer d'elles-mêmes souverainement sous la conduite du monde du travail et pour coopérer égalitairement les unes avec les autres comme s'y emploient en Amérique latine, Cuba socialiste et les autres pays de l'ALBA.



En ce sens, nous appuyons totalement les communistes béninois qui exigent la mise en place d'une monnaie nationale béninoise dans le cadre de coopérations monétaires inter-africaines.

Concernant le Mali, nous sommes pour le rapatriement de la force Barkane ou, comme nous l'avons suggéré avec le parti Sadi et son président, le Dr Oumar Mariko, pour que les troupes françaises soient placées sous le commandement de l'ONU avec pour seul objectif de combattre les graves menées islamistes et terroristes dans le Nord du Mali, à l'exclusion de toutes menées contre le mouvement populaire malien en ébullition, et tout cela dans le cadre de la souveraineté malienne sur l'ensemble du territoire. Car la menace

djihadiste, réelle et croissante pas uniquement au Sahel, ravage également, au même titre que l'impérialisme français et les autres impérialismes, les populations locales et les mouvements populaires du monde entier, en témoignent l'Afghanistan avec les talibans et l'Algérie avec le FIS.

En effet, combattre l'impérialisme français et exiger le rapatriement des troupes françaises ne doit pas combattre les impérialismes de substitution qui manœuvrent au Proche -Orient, dans tout le pourtour méditerranéen et en Afrique, sous la discrète supervision des USA et de l'UE et avec l'apport logistique, financier et militaire des fauteurs de guerre de la Turquie néo-ottomane d'Erdogan et des monarchies arabes félonnes. En se rapprochant d'Israël, ces monarchies et autres pétromonarchies drapées dans le manteau de l'intégrisme religieux tentent de succéder à l'impérialisme français en difficultés; elles cherchent à imiter ce qu'ont fait jadis les USA au Vietnam quand les impérialistes français ont été battus à Dien Bien Phû avant que nos camarades, conduits par Ho Chi Minh et par Pham Van Dong, n'infligent coup sur coup la défaite aux troupes coloniales françaises, puis au corps expéditionnaire US et au régime fantoche de Thieu. Aujourd'hui, nul ne doit prendre à la légère les tentatives d'implanter un Daech de substitution en Afrique de l'Ouest avec toutes les conséquences terribles à la fois pour les peuples de la région et, à terme, pour le peuple français déjà victime de tant d'attentats fanatiques atroces sur son propre sol.

Nous pensons à cet égard qu'en tant que communistes, notre rôle idéologique est de faire connaître aux jeunes générations les combats menés jadis en Afrique par les tenants d'un panarabisme et d'un panafricanisme socialisants qui, malgré leurs limites de classe et leurs hésitations politiques, cherchaient souvent à s'allier avec les pays socialistes, à nationaliser les richesses locales, à cultiver la laïcité, la mixité et l'égalité hommes/femmes tout en écartant les tenants d'un islam politique salafiste et ultra-réactionnaire emmené notamment par le régime semi-esclavagiste de Riyad. C'est pourquoi nous sommes heureux de constater que très souvent, en Afrique, les communistes, ceux du SADI au Mali, ceux du Bénin à Cotonou, ceux de Tunisie et d'Algérie dans leurs pays respectifs, sont à la tête des luttes du peuple et de la jeunesse. Ils peuvent d'avance compter sur l'appui modeste, mais chaleureux du PRCF et des Jeunes pour la Renaissance Communiste en France sur la base du marxisme-léninisme, de la fraternité communiste sans frontières et de l'internationalisme prolétarien.

En un mot, sans fléchir en rien sur le mot d'ordre de retrait des troupes françaises d'Afrique et sur le droit plénier des peuples africains à battre leur propre monnaie nationale dans le cadre des accords internationaux de leur choix, nous devons aussi condamner sans la moindre faiblesse, et sans jamais bien sûr le confondre avec la masse des travailleurs musulmans épris de paix, l'entreprise impérialiste globale persistante qui consiste à replâtrer le colonialisme sur des bases pseudo-religieuses.

C'est pourquoi il est important que se développent les relations amicales entre les communistes des deux rives de la Méditerranée: ils sont les garants que les luttes patriotiques légitimes ne vireront jamais au nationalisme,, aux absurdes guerres de religions, aux affrontements dits ethniques et à la haine entre peuples, que seront toujours défendues les Lumières, bien commun de toute l'humanité, et que la juste bataille contre l'impérialisme ne servira jamais d'alibi à l'installation de régimes grossièrement cléricaux, vulgairement phallocratiques et culturellement réactionnaires alimentés en sous-main par Washington.

En cette année anniversaire de la mort de Lumumba, et en mémoire de tous les dirigeants socialistes panafricains assassinés (Félix-Roland Moumié, Thomas Sankara, Samora Machel, Dulcie September, et même Mouammar Kadhafi), nous terminons notre propos par l'appel à lutter de concert contre l'impérialisme français, ennemi des peuples d'Afrique et de France, contre tous les impérialisme, pour la paix, l'unité territoriale et la souveraineté des peuples d'Afrique, solidaires de tous les peuples libres d'Europe et du monde.

Intervention du MOUVEMENT DEMOCRATIQUE POPULAIRE DU MALI

Dora Diarra, secrétaire à l'organisation du Bureau Politique du Parti SADI, membre du secrétariat permanent du MDP

Pour combattre un problème, il faut connaitre sa cause. Il est utile de rappeler que la bourgeoisie, pour liquider l'ordre féodal, a mobilisé le peuple français par les idéaux comme l'égalité, justice, fraternité et solidarité pour tous. Mais quand elle a pris le pouvoir a préféré justice, solidarité, égalité entre bourgeois. Elle n'a pas mis fin à l'exploitation, elle a juste changé sa forme. Et désormais c'était la lutte entre travail et capital. Pour plus de profits, ils ont internationaliser le capitalisme à travers l'esclavage et la colonisation à travers le monde. Les progressistes, partout à travers le monde, dans une solidarité extraordinaire, ont combattu ce système. En Afrique, après la seconde guerre et l'émergence des puissances socialistes, des pays ont commencé à accéder à la souveraineté. C'est ainsi que nous assistons au retrait du franc CFA et le retrait des troupes militaires françaises dans certains pays comme le Mali, la Guinée... Mais juste après quelques années l'impérialisme, pour reprendre la main, a tout fait pour faire sauter des régimes progressistes et placé aux commandes des femmes et hommes à sa solde d'où le retour du franc CFA et de l'armée coloniale.

Dans cette lutte en Afrique contre le CFA et la présence militaire française, ce qui ne se comprend pas est le comportement de certains activistes et organisations de jeunesses. Ils sont sur le boulevard contre la monnaie coloniale et l'armée française mais sont dans des partis politiques qui sont dans la France- Afrique ou sont des soutiens des régimes collabo. Ils ne sont jamais avec les véritables forces progressistes quand il s'agit de prendre le pouvoir. Il faut ajouter à cela l'insuffisance de solidarité entre les forces progressistes. Certains sont au pouvoir en Amérique, d'autres sont puissants en Europe et même en Afrique. Mais elles s'impliquent comment l'impérialisme le fait pour que les camarades puissent accéder au pouvoir et le garder.

La lutte contre le CFA et la présence militaire française est un combat politique.

Le dialogue entre nous est une bonne initiative, la rencontre de Montpellier est une bonne occasion pour nous de nous organiser d'avantage.

Intervention du FRAPP - France dégage!

Porte Parole: El Hadj Abdulaye Seck

Chers camarades, c'est avec un immense plaisir que notre organisation, le FRAPP/FRANCE DÉGAGE, participe à cette visioconférence en présence des camarades anti-impérialistes de la France. L'objet de cette rencontre est la pétition METTONS FIN À L'OCCUPATION MONÉTAIRE FRANCAISE signée par plusieurs organisations en Afrique et en France.

Cette pétition est la suite logique de toutes les actions menées depuis quelques années aussi bien en Afrique qu'en France pour exiger la souveraineté monétaire des pays membres de la zone franc. En effet, l'initiative repose sur des fondements symboliques, économiques et administratifs.

Sur le plan symbolique, les populations de la zone UMOA ont été informée contre toutes attentes par la RFI de la décision prise par les présidents Emmanuel Macron et Alassane Dramane Ouattara consistant à remplacer le FCFA par l'ECO. Cette annonce, au-delà du caractère paternaliste et anti-démocratique, est une confiscation de la volonté des peuples dans la mesure où la rue Africaine se battait pour un retrait total de la France de leurs affaires monétaires. Aussi, force est de constater que depuis cette déclaration seule la France à travers le conseil des ministres, l'assemblée nationale et le sénat pilote l'avenir de plus de 120 millions d'habitants au moment où les parlements des 8 pays de l'UMOA observent un silence volontaire à l'exception du Bénin. En effet, après ratification de l'accord monétaire par l'Assemblée nationale de la France, le député Jean-Pierre Babatoundé avait invité le gouvernement béninois à travers une série de questions à venir s'expliquer devant la représentation nationale. Ironie du sort, ce député de l'union progressiste a été retrouvé mort le 05 février 2021. Plus loin, le directeur des services législatifs de l'assemblée nationale du Bénin Maître Yves Ogan qui avait fait une sortie pour dénoncer cette énième oppression de la France a été rapidement démis de ses fonctions.

Sur la plan économique, cette réforme est purement cosmétique dans la mesure où parmi les 4 grands principes du FCFA seul la centralisation des réserves de change, suite à la détermination de la population Africaine, a été supprimée. Le maintien de la parité fixe montre clairement que la France veut clairement maintenir les avantages commerciaux tirés de l'ossature de la Zone Franc. En réalité, le FCFA est une taxe aux exportations des pays de la zone Franc et une subvention à leurs importations, De ce fait, la Zone Franc est tournée principalement au marché Européen. À titre illustratif, le continent Européen est le premier partenaire commercial des pays de la zone Franc à hauteur de 44% selon le rapport sur le commerce extérieur de l'UEMOA en 2019. La parité fixe est à l'origine du faible taux de commerce intra régional entre les pays de l'union monétaire (14% contre 60% dans la zone Euro). Cet arrimage à une monnaie aussi forte que l'Euro pousse la BCEAO à adopter une politique monétaire défensive illustrée par un fort taux de couverture monétaire extérieur qui s'élève à 78% au moment où les textes régissent un minimum de 20%. Cette posture de la BCEAO impacte négativement sur le volume de crédits accordé aux ouvriers, eux paysans, au secteur privé, etc. Dans la zone UMOA, le ratio crédit/PIB s'élève à 23% au moment où il est de 107% en France. D'ailleurs, nous partageons un passage de la page 13 du rapport de présentation de l'accord monétaire exposé à l'assemblée nationale de la France << cette politique monétaire prudente destinée à contenir l'inflation et à maintenir la parité fixe entre le FCFA et l'Euro entraîne cependant une rareté de la liquidité pour les porteurs de projets locaux>>. L'autre principe maintenu à savoir la garantie de convertibilité est un écran de fumée. Pour rappel, en 1994 au moment où les pays de la zone UMOA attendait cette garantie la France est passée par le FMI pour faire avaler la pilule de la dévaluation. Cette fausse garantie est confirmée par le fait qu'aucun EURO n'est prévu dans les différentes lois de finances de la France sous l'intitulé << accords monétaires internationaux>>.

Sur le plan administratif, la France a d'une part, volé sciemment le nom du projet de la monnaie unique de la CEDEAO en gestation depuis 1983 dans le but de semer la confusion et d'élargir la Zone Franc dans les autres pays de la CEDEAO. D'autre part, en annonçant le retrait des représentants de la France dans les instances de la BCEAO, les pays de l'UMOA et la France ont conclu de par les articles 4 et 8 du nouvel accord de coopération monétaire qu'une personnalité indépendante sera nommée par l'UMOA de concert avec la France et qu'au cas où le taux de couverture de l'émission monétaire serait inférieur à 20%, la France reviendra dans l'instance monétaire de la BCEAO avec voix délibérative.

Constatant ces différentes agressions à la souveraineté des peuples, le comité d'initiative pour la souveraineté monétaire a lancé à Dakar le 21 Décembre 2020 cette pétition.

Nous invitons toutes les forces progressistes à l'union à travers des actions communes pour poser les bases d'une humanité déconnectée des ramifications du système impérialiste mondial.

Notre organisation profite de cette tribune pour rappeler que notre combat est loin d'être un combat anti-français mais est un combat anti-impérialiste que nous assumons pleinement.

Quand le peuple se met debout, l'impérialisme recule!

La lutte continue, les peuples vaincront!

Intervention du PARTI COMMUNISTE DU BENIN

Les peuples africains sous domination monétaire française, doivent recouvrer leur souveraineté monétaire, et les troupes étrangères, notamment françaises doivent dégager de l'Afrique.

Nous tenons à remercier les organisations françaises pour cette initiative qui nous réuni aujourd'hui. Le fait que le peuple français commence à s'intéresser aux agissements de l'impérialisme français est une grande avancée que nous devons encourager.

1°- En 1945, est créée par le Général de Gaulle une monnaie (Franc des Colonies Françaises d'Afrique CFA) de type nazi imposée aux colonies françaises, monnaie calquée sur le schéma esclavagiste imposé par Hitler à la France occupée. Au moment de leur indépendance, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie se sont naturellement retirés du carcan de cette monnaie coloniale. Plus tard, la Mauritanie fera de même, ainsi que Madagascar. Notons que les colonies asiatiques françaises comme l'Indochine, qui étaient sous le même régime, se sont aussi débarrassées de cette monnaie coloniale au moment de leur indépendance.

2°- En 1961 à l'avènement de leur indépendance formelle, la France a imposé à ses anciennes colonies d'Afrique Noire au sud du Sahara, dans le cadre du Pacte Colonial, le maintien de cette monnaie coloniale en en changeant la dénomination. Ainsi en Afrique Occidentale, le Franc CFA deviendra le franc de la Communauté financière Africaine dans le cadre de l'Union Monétaire Ouest-africaine (UMOA), et en Afrique Centrale, le franc de la Coopération Financière Africaine deviendra le frs de la Coopération Financière Africaine dans le cadre de la Coopération Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC).

3°- Les caractères, modes de fonctionnement de ladite monnaie font d'elle un instrument entièrement au service de la France qui s'enrichit des réserves des Etats africains, puisqu'ils permettent le contrôle de la France sur toute la politique économique et financière de ces Etats, contraignant ces derniers à demeurer sous la dépendance de la France et à produire pour elle.

4°- Depuis ce temps, les peuples africains et leurs mouvements démocratiques et patriotiques n'ont jamais cessé de dénoncer cette servitude et de lutter pour y mettre fin. Des intellectuels comme Joseph T. Pouémi, Nicolas Agbohou, Osendé Afana, etc. ont publié des livres pour la démontrer et la dénoncer. Certains d'entre eux, ainsi que des dirigeants, comme Sylvanus Olympio, ont payé de leur vie cette dénonciation.

5°- Aujourd'hui, la jeunesse et les peuples d'Afrique sont debout contre tous les liens d'assujettissement que subit le Continent.

6°- Depuis sa fondation en 1977, il y a 43 ans, le Parti Communiste du Bénin a toujours inscrit dans son programme la suppression de cette sujétion monétaire dans un cadre régional : « La résolution, avec les gouvernements des pays de l'UEMOA et de la CEMAC du nécessaire décrochage du Franc CFA du Trésor français et la création d'une monnaie sous-régionale souveraine » (Cf. Programme 6ème Congrès du PCB). Ce programme, le Parti Communiste l'a fait partager à tous les patriotes déterminés à se battre pour la libération de notre pays le Bénin.

7°- C'est donc avec bonheur que le Parti Communiste du Bénin a suivi les négociations entreprises depuis plus d'une vingtaine d'années, au niveau de la CEDEAO pour la création d'une monnaie régionale avec pour dénomination l'ECO et des échéances de sa mise en œuvre.

8°- C'est donc avec indignation que le Parti Communiste du Bénin a suivi l'opération de sabotage de cette heureuse initiative régionale par les Présidents français Emmanuel Macron, et ivoirien Ouattara avec la complicité du Président Talon, qui y a dépêché son Ministre des finances, Romuald Wadagni pour participer à cette horrible et injurieuse entreprise coloniale française.

. 9°- Sur cette lancée de sabotage de la monnaie régionale (Eco CEDEAO), le parlement français vient de voter une loi mettant fin au Franc CFA et au Traité de l'UMOA. Au regard de tout ce qui précède, le Parti Communiste du Bénin exige la fin de la monnaie coloniale du franc CFA et la fin de l'immixtion de l'impérialisme français dans les affaires monétaires des peuples africains.

D'autre part, tout le monde voit qu'aujourd'hui, la France envoie ses troupes en Afrique pour la sauvegarde de ses intérêts. Le cas du Mali est flagrant qui suscite l'hostilité de plus en plus grande du peuple malien, des peuples africains et du peuple français. Trop c'est trop, c'est pourquoi, les troupes françaises doivent partir d'Afrique et laisser les africains régler leurs problèmes.

Voilà pourquoi nous disons : impérialisme français hors d'Afrique.

Quand on entend certains dire qu' "ils devraient rester dans leur pays", on a du mal à ne pas rappeler qui a commencé à aller dans le pays de l'autre... 😏

